



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement**

**Boisement mosaïque
sur la commune de Bazouges-Cré-sur-Loir (72-Sarthe)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2025/SGAR/78 du 27 mai 2025 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2025/DREAL/N° SDR-25-AG-06 du 17 novembre 2025 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°006990/KKP relative au projet de boisement mosaïque sur la commune de Bazouges-Cré-sur-Loir, déposée par Monsieur Jean-Claude BAZILE et considérée complète le 23/10/2025 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°47 c) de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement « Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare » ;
- qui consiste à créer un boisement de 6 ha réparti en 7 îlots sur 10 parcelles (d'une surface totale de 13,92 ha) de type prairies permanentes peu rentables d'un point de vue agricole ; avec 8 essences mixtes locales et adaptées au climat (Pin sylvestre, Chêne sessile et Chêne pubescent, Alisier, Cormier, Pin laricio de Corse, Charme et Cèdre de l'Atlas) ; à une densité moyenne de plantation de 1 428 plants/ha ; la plantation sera effectuée par bouquet de 5 à 30 plants, en mosaïque, au plantoir forestier ; des arbustes de lisière seront intégrés dans les lisières de chaque îlot (Noisetier, Aubépine, Prunellier et Sureau) ;
- qui a pour objectif de rentabiliser des parcelles peu exploitables via la production de bois à destination de la filière bois, tout en préservant des espaces ouverts pour maintenir la biodiversité ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- parcelles cadastrales : section ZH, n°21, 46, 47, 50, 51, 66, 99, 106, 148, et 151, à Bazouge-Cré sur Loir ;
- en zone agricole A du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays Fléchois, zone qui permet l'accueil du projet ;
- en dehors de toute zone humide effective selon la base SIG « Réseau zones humides » et selon les relevés pédologiques effectués sur le terrain par le pétitionnaire ;
- 3 points d'eau servant auparavant à abreuver le bétail sont répartis sur les parcelles, ainsi que des haies et arbres pour certains identifiés comme éléments à préserver au sein du PLUi ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- 50 % de la surface totale des parcelles sera maintenue en clairière afin de préserver l'habitat prairial ;
- la plantation en mosaïque permet de maintenir des couloirs pour la circulation de la faune et de prioriser les espaces moins intéressants pour la faune et la flore pour la plantation des arbres ;
- les haies et arbres existants seront conservés, de même que les points d'eau créés anciennement pour le bétail ;
- une zone tampon de 10m sera conservée à l'état naturel autour des points d'eau, des arbres déjà en place, et entre les haies et les îlots plantés ;
- aucun produit chimique ne sera utilisé pour protéger les plants ;

- les fauches seront effectuées tardivement afin de respecter la période de nidification ; du bois mort sera réparti sur les propriétés afin de constituer un habitat pour la microfaune et les insectes ; des nichoirs seront installés dans les arbres déjà présents ;
- un suivi écologique annuel aura lieu afin d'améliorer le projet si besoin ;
- le site comporte plusieurs accès pour les services de secours, sécurisant le site face au risque d'incendie ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de boisement mosaïque sur la commune de Bazouges-Cré-sur-Loir, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Claude BAZILE et publié sur le site Internet suivant : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Pays de la Loire>

Fait à Nantes, le 25 novembre 2025

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des
Territoires et Évaluation (SCTE)

Signé

Annaïg LE MEUR

Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à la réalisation d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux mais doit, sous peine d'irrecevabilité, donner lieu à un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire devront être réalisées à partir du portail de l'évaluation environnementale à l'adresse suivante :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/>

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite rejetant le recours administratif préalable obligatoire.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent :

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette

– CS 24 111 –

44041 NANTES cedex 1

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours ou Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.